

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 15/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

LAFARGEHOLCIM GRANULATS

2 avenue du Général de Gaulle
92140 Clamart

Références : CAR-R/0254/23-AL/SA
Code AIOT : 0005107308

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2023 dans l'établissement LAFARGEHOLCIM GRANULATS implanté La Taille de Lustre, Les Bazentins et La Freneuse 60170 Pimprez. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGEHOLCIM GRANULATS
- La Taille de Lustre, Les Bazentins et La Freneuse 60170 Pimprez
- Code AIOT : 0005107308
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAFARGE GRANULATS dispose d'un arrêté préfectoral du 13 mars 2020 pour l'exploitation d'une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de Pimprez. L'exploitation

a commencé fin 2021. Les matériaux extraits partent par bateau vers le site de Chevrières pour traitement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan d'exploitation ;
- retombées de poussières;
- mesures accoustiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	PC 4 : Bornage	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 2.1.2.2	/	15 jours
9	PC 9 : Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 4.1.2	/	15 jours
10	PC 10 : Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 6.2.3	/	15 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC 1 : Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 1.2.3.1	/	Sans objet
2	PC 2 : Etablissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 1.5.3	/	Sans objet
3	PC 3 : Information du public	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 2.1.2.1	/	Sans objet
5	PC 5 : Phasage prévisionnel	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 2.2.5	/	Sans objet
6	PC 6 : Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 2.2.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	PC 7 : Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 2.2.10.2	/	Sans objet
8	PC 8 : Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 3.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en avant trois faits susceptibles de suites portant sur la campagne de retombées des poussières, la campagne de mesures accoustiques et le bornage. L'exploitant doit fournir à madame la préfète des éléments de réponse. En l'absence de ces éléments, il sera proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 1.2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité annuelle moyenne de matériaux (sables et graviers alluvionnaires) à extraire est de 600 000 tonnes.</p> <p>La quantité annuelle maximum de matériaux à extraire est de 800 000 tonnes. Cette quantité est limitée à 200 000 tonnes par an pendant les deux premières années d'exploitation, dans le cas d'une évacuation routière exclusive.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation a débuté en juin 2022.</p> <p>L'exploitant précise que l'évacuation se fait exclusivement par voie fluviale, pour le moment.</p> <p>Il déclare qu'entre juin et décembre 2022, la quantité de matériaux extraite était de 150 000 tonnes. Il ajoute que la quantité extraite en 2023 est de 200 000 tonnes (du mois de janvier à mai). Il est prévu pour l'année 2023 une extraction maximale de 600 000 tonnes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : PC 2 : Etablissement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 1.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, GF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le début d'exploitation et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet : <ul style="list-style-type: none">• le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 et conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté précité ;• la valeur datée du dernier indice public TP01.
Constats : L'exploitant a transmis par courrier du 4 juillet 2022 une copie de la caution Astradius n° 391/contrat 366873, d'un montant de 1 989 222 €, couvrant la période du 13 mars 2020 au 12 mars 2025 (transmise en mai 2020 à la Préfecture de l'Oise). L'indice TP01 utilisé dans le cadre du calcul des garanties financières est celui de décembre 2019 : 110.4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : PC 3 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 2.1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le site dispose, à l'heure actuel, d'une seule voie d'accès. Un panneau indiquant l'identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté est présent à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 2.1.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">• Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Les bornes, nommées A, B, C, D, etc ... matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA tel que figurant sur le plan joint en annexe 2 au présent arrêté. Pour les alignements visuels en ligne droite, les bornes seront placées au plus tous les 100 mètres afin d'identifier aisément le périmètre PA. Les bornes seront positionnées avant le démarrage des travaux. [...] L'ensemble des bornes doit demeurer en place de la mise en exploitation effective des terrains jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert II étendu ou Lambert 93.
Constats : L'exploitant a notifié la mise en service de la carrière par courrier du 4 juillet 2022. Il y est mentionné que le bornage contradictoire du périmètre du site a été réalisé le 20 juillet 2021. Le plan de bornage et le procès-verbal de bornage sont joints en annexe de ce courrier. L'exploitant a transmis par mail du 6 juin 2023 un plan de situation au 29 mars 2023. Ce plan comprend le plan de bornage. La position des bornes est mentionnée sur le plan dans le système de projection Lambert 93. Lors de la visite, il a été constaté une borne le long de la route proche de l'entrée sur les 3 bornes les plus proches de l'accès au site. Il a été assez difficile de la retrouver. Il est rappelé l'importance de l'entretien de la végétation autour de chaque borne.



Fait susceptible de suite n°1 : Il n'a pas été constaté 2 des 3 bornes recherchées près de l'accès au site le long de la RD 40. Les bornes mentionnées en orange devront faire l'objet d'une recherche. Une photo de chacune de ces bornes est attendue.

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : PC 5 : Phasage prévisionnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 2.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la surface autorisée doit être conduite conformément au plan de phasage d'exploitation du site annexé au présent arrêté.
Constats : L'exploitation de la surface autorisée est conduite conformément au plan de phasage en annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2020. L'exploitant mentionne qu'il n'y a pas de retard (phases 1 et 2 en exploitation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : PC 6 : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 2.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance est portée à 50 m au droit des berges de l'Oise. Cette bande ne doit faire l'objet d'aucune exploitation. L'exploitant ne doit pas créer de risque de déplacement du lit mineur, faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles ou aggraver le risque d'inondation.
Constats : D'après le plan d'exploitation fourni lors de la visite, les bords des excavations de la carrière sont bien tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation (bande violette sur le pourtour des zones sur la carte). La distance de 50 mètres est respectée au droit de la rivière de l'Oise. Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'exploitation dans ces zones.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 2.2.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • les bornes visées à l'article 2.1.2.2 • les limites du périmètre d'extraction visées à l'art. 2.1.2.2. ainsi que les piquets définissant ce périmètre ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les relevés bathymétriques • les zones remises en état ; • les voies de circulation ; • les installations fixes de toutes natures (bascule, locaux, installations de traitement ...) ; • les zones de stockages de produits finis, des stériles, des terres de découverte ; • les ouvrages d'assainissements, points de rejets, points de raccordements aux différents réseaux ; • la localisation du réseau de surveillance des eaux souterraines ; • la position des éléments de surface visés à l'article 2.2.6 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan est adressé tous les 5 ans à l'issue de chaque phase quinquennale, à l'inspection des installations classées, avec les indications permettant d'assurer le suivi des travaux de remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan transmis lors de la visite et envoyé par mail du 6 juin 2023, comprend l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2.2.10.2 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2020 (à l'exception des zones remises en état puisqu'il n'y en a pas encore pour le moment et à l'exception des ouvrages d'assainissements, points de rejets et raccordements au différents réseaux puisqu'il n'y a en pas sur le site).</p> <p>Ce plan est daté du 29 mars 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : PC 8 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte, d'exploitation et de remise en état remblayage.. Des pancartes indiquant le danger et l'interdiction de pénétrer sur le site sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé. [...]
Constats : Le site en exploitation est doté d'une clôture et d'un accès fermé à clé à l'aide d'une barrière, en dehors des heures ouvrées. L'accès au site se fait sous la surveillance de M.RENOUF, chef de carrière. Des pancartes indiquant le danger et l'interdiction de pénétrer sur le site sont présentes près des chemins où se font les travaux et sur la clôture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : PC 9 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de surveillance des retombées de poussières conformément au plan joint en annexe 7, qui comporte au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière, plusieurs stations de mesure implantées en limite de site sous les vents dominants et plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants. Les emplacements de ces points de mesures sont représentés sur le plan en annexe. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue dans le présent article, la fréquence trimestrielle devient semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue dans le présent article et sauf situation exceptionnelle qui est explicitée dans le bilan annuel prévu au présent article, la fréquence redevient trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle peut être revue dans les mêmes conditions.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires en vigueur.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui est alors expliquée dans le bilan annuel prévu au présent article, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

[...]

Constats :

3 campagnes sur les retombées de poussières ont été réalisées en 2022. La société SGS a réalisé ces campagnes. L'exploitant a présenté les rapports s'y rattachant. Les campagnes se sont déroulées du 29 juin au 29 juillet, du 9 septembre au 3 octobre et du 14 novembre au 15 décembre 2022. La valeur maximale mesurée était de 290 mg/m²/jour. La valeur moyenne annuelle de 500 mg/m²/jour n'a pas été dépassée.

En 2023, l'exploitant déclare qu'une campagne a été faite en février/ mars 2023 et qu'une seconde est en cours (mai). Cependant, il n'avait pas encore le rapport de la campagne de février/mars. Ce rapport a été transmis par mail du 5 juin 2023. La campagne a été réalisée par la société SGS du 26 janvier au 27 février 2023.

La moyenne glissante pour cette campagne est de 116 mg/m²/jour (valeur haute pour le point J1).

Fait susceptible de suite n°2 : L'emplacement de la jauge J2, prise lors de la campagne de janvier 2023, ne correspond pas à l'emplacement visé à l'annexe 8 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2020. L'exploitant justifiera de l'emplacement pris pour la jauge J2 lors de la campagne de janvier 2023 et transmettra le rapport de la dernière campagne réalisée. Dans ce rapport, l'emplacement de la jauge J2 doit correspondre à l'emplacement visé à l'annexe 8 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2020. Ces éléments sont attendus sous 15 jours.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : PC 10 : Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 6.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Carrière

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Une campagne de mesures acoustiques étudiant l'impact de l'activité sur les émergences réglementées ainsi que sur les niveaux sonores en limites de propriété est réalisée un an au

maximum après la mise en service de l'exploitation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Les mesures sont renouvelées tous les ans.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Préalablement à ces mesures, l'exploitant soumet pour accord à l'Inspection des Installations Classées le programme de celles-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les résultats des campagnes de contrôle des niveaux sonores sont présentés lors des réunions de la Commission de Concertation et de Suivi.

Constats :

Une campagne de mesures acoustiques a été faite par la société Calibruit le 5 juillet 2022. Le rapport de contrôle a été présenté. Les emplacements des points 6 et 2 ne sont pas les mêmes que ceux visés à l'annexe 7 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2020. Ces points ont été décalés pour l'étude et sont plus proches du site en exploitation.

Les résultats de cette étude sont conformes en limite de propriété et en ZER.

La prochaine campagne est prévue le 5 juin 2023.

Fait susceptible de suite n°3 : Les emplacements des points de mesures 6 et 2, pris lors de la campagne de juillet 2022, ne correspondent pas aux emplacements visés à l'annexe 7 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2020. L'exploitant justifiera de l'emplacement pris pour les points de mesures 6 et 2 lors de la campagne de juillet 2022 et transmettra le rapport de la dernière campagne réalisée (juin). Dans ce rapport, les emplacements des points de mesures 6 et 2 doivent correspondre aux emplacements visés à l'annexe 8 de l'arrête préfectoral du 13 mars 2020. Ces éléments sont attendus sous 15 jours.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet